

## NOTE DE SERVICE

N° 01-025-B2-P6-R du 13 février 2001

NOR : BUD R 01 00025 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

DÉPENSES DE RESTITUTION DE TVA SUPPORTÉES PAR LE BUDGET ANNEXE  
DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (B.A.P.S.A.)

### ANALYSE

Modification du taux de répartition des dépenses de restitution de TVA

Date d'application : 01/04/2000

### MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ;  
BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES ; TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE ; RESTITUTION

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 91-153-R1-R3-A1-B2 du 27 décembre 1991  
Note de service n° 95-211-B2-P6-R du 22 novembre 1995

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	TPGR	TPG	DOM	IP								

### DIFFUSION

CS 1

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5A*

L'article 4 de la loi de finances rectificative pour 2000 n° 2000-656 du 13 Juillet 2000 a abaissé d'un point le taux normal de TVA applicable en France continentale qui est ainsi passé à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2000 de 20,6 % à 19,6 %.

La présente note de service a pour objet d'informer les comptables centralisateurs des conséquences de cette modification sur les dépenses de restitution de TVA.

## 1. POUR LA TVA EXIGIBLE À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000

### 1.1. RÉPARTITION DES DÉPENSES DE RESTITUTION

Pour les opérations pour lesquelles la TVA est exigible à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2000, la répartition des dépenses de restitution de TVA est opérée sur les bases suivantes :

- 96,43 % à la charge du budget général de l'Etat ;
- 3,57 % à la charge du B.A.P.S.A.

### 1.2. RÉGULARISATION

Si les dépenses de restitution de TVA exigible à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2000 au taux de 19,6 % ont été liquidées sur la base de l'ancienne répartition, en particulier par les services contentieux des Directions des Services Fiscaux, une régularisation doit intervenir.

Il appartient aux Services des Impôts de procéder à cet effet au recensement et à la totalisation des décisions intervenues après le 1<sup>er</sup> Avril 2000 qui doivent faire l'objet de cette régularisation.

Celle-ci consiste à reverser au budget général 0,17 % du montant des restitutions en cause.

Elle sera effectuée en une seule fois par la Direction des Services Fiscaux qui établira un dossier de restitution à la charge du B.A.P.S.A., celui-ci n'ayant été amené à rembourser le redevable qu'à hauteur de 3,40 % au lieu de 3,57 %.

L'ordre de restitution mentionnera comme bénéficiaire le budget général et comportera la mention *"Régularisation de la contribution du B.A.P.S.A. concernant les dépenses de restitutions de TVA - Remboursements"*.

A réception du dossier de restitution, le Trésorier-Payeur Général comptabilisera la dépense à la charge du B.A.P.S.A., par dérogation à l'instruction codificatrice n° 92-85-P-R du 15 Juillet 1992 sur les transferts pour le compte des correspondants du Trésor de la façon suivante :

- Débit compte 391.00 *"Comptes de transferts entre correspondants du Trésor – Transferts de dépenses",*  
spécification non comptable 9000, spécification comptable 0352, clé 02 ;
- Crédit compte 901.590 *"Budget général – Recettes – Divers – Année courante"* spécification 805.92  
*"Recettes accidentelles à différents titres – Autres recettes sans titre (..)"*.

Le dossier de restitution accompagné du bordereau de transfert sera adressé au :

B.A.P.S.A.  
91-93 Boulevard Pasteur  
75015 PARIS CEDEX 26  
PARIS BRUNE

## **2. TVA EXIGIBLE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 1996 AU 31 MARS 2000**

Les dépenses de restitution de la TVA due au taux de 20,6 % continuent d'être liquidées dans les conditions indiquées dans la note de service n° 95-211-B2-P6-R du 22 Novembre 1995, soit :

- 96,6 % à la charge du budget général de l'Etat ;
- 3,4 % à la charge du B.A.P.S.A.

Toute difficulté d'application devra m'être signalée sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

POUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE  
L'INSPECTEUR DES FINANCES  
CHARGÉ DE LA 5<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE